

*Initiatives ministérielles*

Le même gouvernement provincial qui a pratiquement invité le gouvernement fédéral à imposer ces compressions budgétaires tente maintenant de le poursuivre pour avoir fait ce qu'il l'avait invité à faire. On se demande pourquoi les gens se moquent du gouvernement de la Colombie-Britannique. Cet exemple permet de le comprendre. Les seuls qui ne rient pas sont les habitants de la Colombie-Britannique parce qu'ils subissent doublement les conséquences des deux initiatives de ces deux gouvernements.

Dix-neuf milliards de dollars sont transférés tous les ans aux provinces en vertu de ces ententes. Aux termes du projet de loi C-69, ce montant sera réduit de 7,3 milliards de dollars d'ici 1994-1995. C'est un montant appréciable.

Les mesures de réduction du déficit prises par le gouvernement visent presque exclusivement les programmes sociaux. Les députés d'en face auront beau protester, les faits sont là pour le prouver.

Cela en dit long sur l'Accord de libre-échange, celui-là même dont le gouvernement avait dit qu'il ne menaçait pas les programmes sociaux canadiens. L'Accord de libre-échange est derrière tout cela. Le projet de loi C-69 aura pour effet de réduire les dépenses de 7,3 milliards de dollars. L'Accord de libre-échange est la toile de fond de ces initiatives.

Le gouvernement dit que ces compressions visent à réduire le déficit. Nous sommes tous en faveur de la réduction du déficit. Mais nous avons d'autres solutions à offrir, comme de diminuer les taux d'intérêt. Le gouvernement prétend vouloir réduire le déficit en imposant ces compressions. Mais en réalité il ne cherche qu'à alléger le fardeau des entreprises pour leur permettre de mieux soutenir la concurrence des Américains. Voilà le lien qu'il faut faire entre le projet de loi et le libre-échange.

Le gouvernement a promis aux pauvres, aux malades et aux personnes âgées qu'ils ne seraient pas touchés par le libre-échange. Ce qui se passe actuellement n'a rien à voir avec les promesses faites par le gouvernement en 1988.

En outre, le gouvernement a la démangeaison de la privatisation. C'est pourquoi, encore une fois, la Colombie-Britannique est doublement punie, parce que le gouvernement provincial agit de la même façon.

L'Accord de libre-échange donne librement accès aux services de soins médicaux privés des États-Unis. Actuellement, en Colombie-Britannique, les services de santé ne suffisent pas, ce qui force les gens à se rendre aux États-Unis pour subir une opération à coeur ouvert

urgente. Le même gouvernement réclame maintenant des réductions au financement des programmes établis.

Cela me rappelle les paroles d'Oscar Wilde, que je me permettrai d'adapter aux circonstances: le gouvernement, tant à Ottawa qu'à Victoria, connaît le coût de chaque chose, mais non sa valeur.

En vertu du Régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement fédéral doit verser un financement équivalent à 50 p. 100 des coûts. Au sein de mon parti, nous croyons que le régime d'imposition devrait servir de réseau de redistribution. Nous tenons à cette idée. C'est l'une des raisons de notre existence. Nous croyons aux programmes nationaux. Nous croyons qu'ils doivent être répartis équitablement dans tout le Canada.

Dans le contexte de la crise constitutionnelle que nous traversons actuellement, notre parti est celui qui déplore le plus la situation, parce que ce sont les programmes nationaux et le financement de ces programmes qui seront mis en danger, si le pays éclate.

Le député provincial de ma circonscription est également ministre des Finances de Colombie-Britannique. C'est celui qui fait les coupes. Il est en train de rajuster son budget à la suite des réductions apportées au financement des programmes établis et au plafond imposé au RAPC. C'est intéressant, compte tenu de ce qu'a déclaré le premier ministre de sa province, son patron. Cela lui cause bien des soucis aujourd'hui, car il peut voir où cela l'a mené. Telle est la politique britanno-colombienne, madame le Président.

• (1650)

La députée de Mission—Coquitlam m'a donné un macaron que je porte parfois. On peut y lire: «Le monde est-il devenu fou? Ou bien sommes-nous en Colombie-Britannique?» Voilà qui résume la pensée du premier ministre de la province, qui insistait pour dire qu'il fallait faire cela pour réduire le déficit. Puis, une fois que le gouvernement l'a écouté, voici qu'il dit: «Un instant, ce n'est pas tout à fait ce que nous avons voulu dire.» Après coup, le gouvernement provincial intente des poursuites contre le gouvernement fédéral. C'est du vrai Monty Python.

Je le répète, les seules personnes à pouvoir juger du ridicule de toute la situation, ce sont les Canadiens de la Colombie-Britannique. J'espère qu'ils auront le courage, aux prochaines élections provinciales, de se débarrasser du gouvernement créditiste et de son idée de réduction du déficit et d'élire un gouvernement néo-démocrate. Cela servirait grandement les intérêts de la Colombie-Britannique, car nous avons un plan. Nous savons beaucoup mieux que les créditistes comment gérer l'économie de façon responsable. Le Nouveau Parti démocrate ne